

Chômage en hausse : illustration des ahurissantes responsabilités de la politique de Sarkozy.

36.100 chômeurs de plus en juillet : le chiffre le plus élevé depuis 11 ans. Certes, la crise continue de faucher en profondeur, mais combien de ces nouveaux chômeurs proviennent de décisions *explicites* de M. Sarkozy ?

François Fillon a même eu récemment¹ le cynisme de dire que « *le problème, c'est qu'en matière de chômage, le gouvernement ne fait que regarder les trains passer* ». Mensonge. Impéritie. Stupidité.

Il existe un secteur résolument créateur d'emplois que M. Sarkozy a sciemment décidé de sacrifier : celui des énergies nouvelles et renouvelables (ENR). Un marché mondial pesant pourtant aujourd'hui autour de 100 milliards d'euros.

Agissant méthodiquement, avec une froide minutie, le gouvernement a organisé l'étouffement de l'éolien puis du solaire photovoltaïque alors que le pays s'enfonçait dans la crise. Il faut désormais près de 10 ans pour concrétiser un projet éolien et depuis le 5 mars 2011, tout projet solaire supérieur à 100 kW (peu ou prou la consommation annuelle de... 70 français !) doit passer par une procédure nationale (!) d'appel d'offre. Paroxysme technocratique.

L'absence de remord quant à cette politique dévastatrice sur l'emploi est patente, saumâtre. Depuis, la filière ENR française dévisse et licencie à tour de bras.

Plus de 40.000 emplois avaient pourtant été créés en France et on en attendait dix (!) fois plus dans les 15 ans à venir. Ce développement répondait à un quintuple constat : épuisement des stocks d'énergies fossiles, lutte contre le réchauffement climatique, richesse du territoire en énergies locales (vent, soleil, biomasse, hydraulique...), efficacité socio-économique en terme de création d'emplois et, *last but not least*, absolue volonté populaire.

Par ironie, on évitera d'évoquer l'assourdissant déni de la catastrophe de Fukushima² : le nucléaire hexagonal est irréprochable, exigé, béni.

M. Sarkozy et consorts « considèrent » donc que les ENR se développent trop vite (sic) et pèsent excessivement sur notre pouvoir d'achat (re-sic). Face à cela, le prix de l'EPR quadruple³ ! Pourquoi se gêner puisque le capital d'Areva ou d'EDF est très majoritairement détenu par l'Etat. Pourtant l'Etat, c'est nous ! (*bis repetita*⁴).

Qu'importe la volonté citoyenne, la crise, le Grenelle, les engagements internationaux... Qu'importe de briser les reins de centaines de jeunes PME, « *le gouvernement ne fait que regarder les trains passer* »... Las.

Créer des emplois est certes difficile. En détruire serait-il le talent de ceux qui n'en ont point ? Le faire pour des raisons idéologiquement douteuses est assurément criminel.

2576 caractères, espaces compris

¹ *Le Canard Enchaîné*, 31 août 2011

² ...qui a pourtant déjà profondément modifié les politiques énergétiques mondiales, notamment quant au nucléaire.

³ Le nouveau réacteur EPR (1.650 mégawatts) d'AREVA devait coûter 1,75 milliards d'euros, il en coûtera 6. Il est actuellement en construction dans 3 pays : Finlande (Olkiluoto 3), France (Flamanville 3) et Chine (Taishan 1 & 2). Tous ces chantiers dérapent.

⁴ Quarante ans après le lancement du programme nucléaire français, rien n'a apparemment changé dans la tête de nos élites : arrogance, non transparence, désinformation...